

# JOURNAL DE LA SOCIÉTÉ STATISTIQUE DE PARIS

E. LEVASSEUR

## **Aperçu des résultats de la statistique comparée du commerce extérieur**

*Journal de la société statistique de Paris*, tome 47 (1906), p. 130-155

[http://www.numdam.org/item?id=JSFS\\_1906\\_\\_47\\_\\_130\\_0](http://www.numdam.org/item?id=JSFS_1906__47__130_0)

© Société de statistique de Paris, 1906, tous droits réservés.

L'accès aux archives de la revue « Journal de la société statistique de Paris » (<http://publications-sfds.math.cnrs.fr/index.php/J-SFdS>) implique l'accord avec les conditions générales d'utilisation (<http://www.numdam.org/conditions>). Toute utilisation commerciale ou impression systématique est constitutive d'une infraction pénale. Toute copie ou impression de ce fichier doit contenir la présente mention de copyright.

NUMDAM

Article numérisé dans le cadre du programme  
Numérisation de documents anciens mathématiques  
<http://www.numdam.org/>

III

APERÇU DES RÉSULTATS DE LA STATISTIQUE COMPARÉE  
DU COMMERCE EXTÉRIEUR

(*Suite et fin* [1])

PREMIÈRE PARTIE

STATISTIQUE DU COMMERCE EXTÉRIEUR DE LA FRANCE

(*Suite et fin*)

*Dixième période.* — La France est restée onze ans sous le régime du tarif de 1881 qui, pour la première fois, substituait un tarif général au tarif de 1806 complété par les lois protectrices et prohibitives de la Restauration. Ce nouveau tarif remplaçait pour tous les articles les droits *ad valorem* par des droits spécifiques, lesquels prêtent moins aux atténuations de valeur, et fixait les droits à peu près, sauf exceptions, au niveau du tarif conventionnel, par conséquent au-dessous de l'ancien tarif général qui, d'ailleurs, ne s'appliquait plus qu'à un petit nombre d'États.

Le parti agraire ne fut pas satisfait. En 1885, à la suite des très fortes importations de céréales (2) qu'avaient nécessitées de mauvaises récoltes, surtout celle de 1879, les cultivateurs obtinrent sur le blé importé un droit de 3 fr. par quintal en 1885, puis de 5 fr. en 1887. Les vigneron, de leur côté, étaient très inquiets de l'importation espagnole et italienne.

Tout le commerce extérieur fléchissait. L'année 1880 avait été l'apogée : 10 725 millions au commerce général, 8 501 millions au commerce spécial, niveau où il s'était à peu près maintenu jusqu'à la crise de 1882.

Cette crise a été suivie d'une longue atonie des affaires et d'une grande baisse des prix. En 1887 le commerce descendit à 9 181 millions (commerce général) et à 7 273 millions (commerce spécial). L'industrie et l'agriculture, qui se plaignaient de n'avoir pas eu une juste part des faveurs douanières en 1881, continuaient à réclamer plus de protection pour se défendre contre l'importation, quoique cette importation diminuât en même temps que les autres branches du commerce; elles unirent leurs réclamations, s'appuyant sur l'exemple de pays étrangers, surtout de l'Allemagne, qui rehaussaient alors la barrière de leurs douanes.

*Onzième période.* — Elles obtinrent le tarif très franchement protectionniste du 12 janvier 1892, comprenant un tarif général ou tarif maximum, applicable à tous les États qui n'auraient pas de convention avec la France, et un tarif minimum au-dessous duquel aucune concession ne pourrait être faite par convention avec des États étrangers.

Les douanes avaient rapporté 144 millions en 1889. En appliquant par le calcul aux mêmes quantités les taxes du tarif de 1892, on trouve 259 millions, soit une augmentation de 80 %, laquelle mesure à peu près la différence des deux régimes.

---

1. Voir numero de mars, page 83.

2. De 1878 à 1884, en sept ans, il a été importé 140 millions d'hectolitres de froment, presque une fois et demie la récolte de la France. Le prix du quintal de froment, d'après la Commission des valeurs de douanes, tomba de 30 fr. en 1880 à 20 fr. 38 en 1885.

Les produits agricoles les plus importants, froment, chevaux, bœufs, qui étaient exempts auparavant au tarif conventionnel, ont été fortement taxés au tarif général, sans qu'une atténuation fût admise pour ces articles au tarif minimum : ils étaient mis ainsi en dehors des conventions futures. Beaucoup d'autres produits de l'agriculture, vins, œufs, volailles, légumes, etc., obtenaient des taxes de 10 à 25 %/. Les droits sur les fils et tissus étaient en général augmentés et devenaient plus compliqués qu'auparavant. Nombre d'industries obtenaient une protection de 25 %/, quelques-unes même jusqu'à 60 %/.

Sur la double base de ce tarif le gouvernement, sans lier la France par des traités, a conclu avec la plupart des États des conventions, révocables chaque année (1). Des conventions de ce genre laissent, comme le voulaient les protectionnistes, le gouvernement toujours maître de relever la barrière ; mais elles étaient un obstacle aux entreprises commerciales de longue durée auxquelles les traités de commerce assuraient auparavant une stabilité au moins de dix ans. A diverses reprises le Parlement a retouché le tarif de 1892, presque toujours dans un sens restrictif : droit de 7 fr. le quintal sur le blé en 1894, loi du 16 août 1895 portant sur une vingtaine d'articles, loi du cadenas (13 décembre 1897), loi de 1899 sur la soie, etc.

En 1892, le commerce général a été de 9 687 millions et le commerce spécial de 7 649 millions (2). En 1904, il a été de 11 466 et de 8 953 millions : augmentation de 1 779 millions au commerce général, soit de 137 millions en moyenne par an, et de 1 304 millions au commerce spécial, soit de 108 millions par an. Mais, avant d'atteindre ce résultat, il a descendu jusqu'en 1894 une pente rapide (6 928 millions seulement au commerce spécial en 1894) et, en somme, il n'a dépassé en 1904 que de 739 millions au commerce général et de 452 millions au commerce spécial le niveau atteint vingt-quatre ans auparavant, immédiatement avant le tarif de 1881. Cette faible augmentation à répartir sur un quart de siècle est presque l'état stationnaire.

Considérons séparément l'importation et l'exportation.

En 1904, l'importation au commerce général (5 721 millions) et au commerce spécial (4 052 millions) est restée bien au-dessous des chiffres de 1880 (3). Ce sont les objets d'alimentation qui ont diminué le plus depuis 1892 (1 400 millions en 1891, 817 en 1904). Les États-Unis n'importent plus, sauf exception quand la récolte est mauvaise, qu'une très petite quantité de céréales, la récolte française suffisant presque à la consommation, et l'Algérie et la Tunisie fournissant la plus grande partie du complément. L'importation des matières nécessaires à l'industrie, au contraire, a progressé de près de 700 millions (4) : ce qui est un indice favorable ; celle des objets fabriqués a augmenté d'un peu plus de 200 millions (5) : bon résultat.

---

1. Les traités en vigueur, conclus pour la plupart en 1882, expiraient en 1892. L'Espagne, la Russie, la Serbie, la Suisse après une guerre de tarifs, la Roumanie ont traité. Le tarif minimum a été appliqué par convention à la Belgique, aux Pays-Bas, à l'Angleterre, aux États-Unis pour certains articles, à l'Italie après une guerre de tarifs, etc.

2. Nous ne prenons pas comme point de départ les chiffres de 1891 (10 669 au commerce général et 8 338 au commerce spécial), qui sont grossis par l'empressement que des négociants ont mis à régler leurs transactions avant l'application du nouveau tarif.

3. 6 113 et 5 033 millions en 1880.

4. En 1892, 2 172 millions ; en 1904, 2 853 millions.

5. En 1892, 614 millions ; en 1904, 832 millions.

A l'exportation (commerce spécial), on trouve 759 millions en 1892 et 693 en 1904 pour les objets d'alimentation, 822 et 1 221 pour les matières nécessaires à l'industrie, 1 879 et 2 537 pour les objets fabriqués. La différence entre ces deux derniers chiffres est, comme celle des chiffres de l'importation des matières nécessaires à l'industrie, un signe d'activité industrielle croissante.

Nous avons déjà dit que les éléments fournis par la statistique des douanes ne sont pas assez complets pour qu'on puisse peser exactement et balancer le rapport des valeurs importées et exportées, et qu'il y a un élément qu'elle fournit (très imparfaitement il est vrai), et qui ne figure pas dans le relevé du commerce des marchandises : c'est le numéraire. Il faudrait pourtant en tenir compte dans un essai de balance générale. Or, le numéraire déclaré en douane présente un excédent d'importation de 2 989 millions de 1871 à 1890 et de 2 721 millions de 1891 à 1904<sup>(1)</sup>.

En conséquence, si l'on additionne l'excédent de l'importation des marchandises et celui du numéraire de 1871 à 1904, on trouve 27 milliards 361 millions (21 milliards 651 millions pour les marchandises et 5 milliards 710 millions pour le numéraire). Cette addition, les mercantilistes ne la feraient sans doute pas ; ils seraient plutôt disposés à retrancher le numéraire, qu'ils considéreraient comme une recette, de l'importation des marchandises qu'ils regarderaient comme une dépense. En réalité, l'un et l'autre terme témoigne de l'ampleur des échanges.

L'établissement du droit de 7 fr. sur le quintal de blé a produit l'effet que les agriculteurs en attendaient : nous venons de dire qu'il a fait obstacle à l'importation. En effet, sous le régime du droit de 5 fr., cette importation s'était encore soutenue entre 9 millions et 19 millions et demi de quintaux ; en 1895, elle est tombée à 4 millions et demi, en 1896, à 1 million et demi. De mauvaises récoltes ayant obligé le gouvernement à ouvrir momentanément la barrière, elle est remontée à 19 millions et demi en 1898<sup>(2)</sup>, mais pour revenir l'année suivante à 1 million un tiers ; en 1904, elle n'a été que de 2 063 000 quintaux. L'Algérie et la Tunisie, qui ne sont pas assujetties au même droit que les étrangers, ont pris place sur le marché français à côté et au-dessus des États-Unis, de la Russie, de la Roumanie et de la République argentine<sup>(3)</sup>. Les États-Unis ont même été pendant plusieurs années presque entièrement écartés du marché français. La valeur totale de l'importation des céréales au commerce spécial a varié entre 632 millions de francs en 1898, année de mauvaise récolte, et 110 millions en 1904.

L'importation des vins a diminué aussi<sup>(4)</sup>, à cause du droit de douane et de la reconstitution du vignoble français qui se trouve aujourd'hui menacé, momentanément peut-être, d'une surproduction. L'importation des matières textiles a pro-

---

1. A savoir, 3 805 millions importés de 1871 à 1890 et 816 exportés ; 2 846 importés de 1891 à 1904 et 145 exportés. La France est un grand receptacle de métaux précieux. Elle pourrait faire probablement le service de sa circulation avec une moindre quantité, si sa population usait plus largement des procédés fiduciaires et des virements.

2. Le total des céréales et de la farine importées dans l'année 1898 a été de près de 31 millions de quintaux.

3. En 1904, sur 2 063 000 quintaux, la Russie en a fourni 553 000, l'Algérie 938 000, la Tunisie 473 000, les États-Unis 1 146, la Roumanie 17 631, la République argentine 112. Les États-Unis, en cas de mauvaise récolte en France, peuvent toujours fournir un apport considérable. En 1898, par exemple, ils ont importé 9 millions et demi de quintaux. L'importation de la farine a été de 206 391 quintaux en 1904.

4. L'importation des vins, qui avait été de 305 millions de francs en 1892, est tombée à 85 millions en 1901 (minimum). En 1904, elle a été de 160 millions.

gressé<sup>(1)</sup>; celle des fils et tissus, très réduite pendant plusieurs années, est presque remontée en 1903 au niveau de 1892<sup>(2)</sup>.

A l'exportation, les vins restent à peu près stationnaires depuis 1892; l'ensemble des fils et tissus a une légère tendance à l'augmentation<sup>(3)</sup>. Cependant un des principaux articles, celui des tissus de laine, qui, en 1890, avait une valeur de 360 millions, a baissé presque constamment (1893-1896 et 1902 exceptés) et ne figurait que pour 211 millions en 1904<sup>(4)</sup>. La soie s'est mieux défendue; toutefois elle a vendu à l'étranger pour une moindre somme en 1904 qu'en 1869<sup>(5)</sup>, quoique Paris reste pour le commerce des soieries le premier marché du monde. Le coton a gagné beaucoup; l'exportation de l'année 1904 a une valeur triple de celle de l'année 1869; une partie notable de cette augmentation est due au commerce de la France avec ses colonies et protectorats<sup>(6)</sup>.

Afin de faire mieux voir le progrès ou la diminution, nous donnons à la page suivante (p. 134) la comparaison des principaux articles du commerce spécial pour la dernière année du second Empire et la dernière année de la troisième République dont les résultats définitifs aient été publiés.

En 1892, les protectionnistes critiquaient la position de la balance du commerce, qui, depuis 1876, marquait constamment un excédent d'importation. Or, depuis le tarif de 1881 et même à la suite du tarif de 1892 l'importation a continué à l'emporter encore chaque année, malgré le remaniement des droits: que nous ne considérons pas comme un résultat nécessairement fâcheux. Toutefois, la différence a été en diminuant presque chaque année depuis 1892, et même, en 1905 (année dont nous n'avons encore que le compte provisoire), l'exportation l'a emporté (de 88 millions environ) pour la première fois depuis trente ans.

Les protectionnistes qui désirent à la fois limiter l'importation et développer l'exportation — désirs souvent contradictoires — ont donc jusqu'à un certain point reçu satisfaction<sup>(7)</sup>.

1. 882 millions en 1892, 1 155 millions en 1904. La plus importante matière est la laine, 311 à 392 millions de francs de 1881 à 1890: 323 à 393 de 1894 à 1903. L'importation de la soie a varié de 179 millions en 1896 à 370 en 1890; celle du coton de 166 (1898) à 328 millions (1904).

2. 215 millions en 1892. 208 en 1903. L'importation des tissus de soie (qui est l'article le plus important) a varié de 42 millions de francs (1894) à 80 millions (1904).

3. 730 millions en 1892, 815 en 1904. De 1881 à 1891, l'exportation des tissus de soie a varié de 209 millions de francs (1887) à 301 (1883); celle des tissus de laine de 323 millions (1888) à 401 (1882); celle des tissus de coton de 91 millions (1884) à 117 (1887). De 1894 à 1904, l'exportation des tissus de laine a varié de 211 (1904) à 323 (1895); celle des tissus de coton de 113 (1894) à 210 (1904). En outre, l'exportation de la laine dépasse ordinairement 150 millions; elle a même été de 260 millions en 1904.

4. Ce sont surtout les draps casimir et mérinos qui ont perdu.

5. De 1890 à 1903 l'exportation s'est maintenue entre 223 millions (1894) et 310 (1902).

6. 110 millions en 1890, 210 en 1904.

7. Dans un article récent M. Théry s'est félicité des résultats du régime protectionniste de 1892; il a donné comme « preuve incontestable » le changement qui s'est produit depuis vingt ans dans la balance du commerce, en résumant ainsi l'importation et l'exportation par périodes septennales :

**Commerce spécial (millions de francs)**

Période	Moyennes annuelles		Déficit ou excédent
	Importations	Exportations	
Période 1885-1891 . . . . .	4 279	3 408	— 871
— 1892-1898 . . . . .	3 977	3 380	— 597
— 1899-1905 . . . . .	4 585	4 284	— 281
Année 1905 . . . . .	4 674	4 762	+ 88

Je suis d'accord avec M. Théry pour féliciter la France d'une reprise d'accroissement de l'exportation,

Commerce spécial (en millions)

	1869	1904	Augmentation ou diminution	
			en plus	en moins
<i>A l'importation :</i>				
Laines en masse . . . . .	206	382	176	»
Coton en laine . . . . .	331	328 <sup>(1)</sup>	»	3
Soies et bourre de soie . . . . .	411	296 <sup>(2)</sup>	»	115
Houille crue ou carbonisée . . . . .	119	224	105	»
Graines et fruits oléagineux . . . . .	136	209	73	»
Bois communs . . . . .	189	168	»	21
Vins . . . . .	14	160	146	»
Eaux et pelleteries brutes . . . . .	130	134	4	»
Machines et mécaniques . . . . .	14	112	98	»
Céréales . . . . .	56	110	54	»
Cuivre . . . . .	34	93	59	»
Tissus de soie et bourre de soie . . . . .	28	80	52	»

<i>A l'exportation :</i>				
Tissus de soie et de bourre de soie . . . . .	447	287	»	160
Laines en masse, laines peignées, etc. . . . .	44	260	216	»
Tissus de laine . . . . .	268	211	»	57
Vins . . . . .	261	210	»	51
Tissus de coton . . . . .	70	210	140	»
Tabletterie, meubles, ouvrages en bois, industrie parisienne, etc. . . . .	186	198	12	»
Soies . . . . .	156	135	»	21
Vêtements et lingerie . . . . .	83	121	38	»
Peaux préparées . . . . .	81	118	37	»
Modes et fleurs artificielles . . . . .	35	117	82	»
Outils et ouvrages en métaux . . . . .	37	105	68	»
Peaux et pelleteries brutes . . . . .	24	102	78	»

*Deux observations.* — Deux observations avant de terminer cette partie de notre exposé statistique.

1° Les chiffres que nous avons cités expriment en valeur absolue ou en proportion relative l'importance des périodes historiques et économiques. Ils ne les mesurent pas avec la précision qu'on est habitué à attribuer aux nombres, non seulement parce que le chiffre enregistré par l'administration n'embrasse pas la totalité des échanges mais parce que la première année d'une période et la dernière ne donnent pas toujours la plus petite et la plus forte somme de cette période, puisque la courbe, quelle que soit son allure générale, se compose d'une suite d'ondulations. Ainsi, par exemple, l'année 1847, qui a été la dernière du règne de Louis-Philippe,

après la diminution de 1892 à 1898. Je constate qu'il y a aussi une reprise de l'importation et, pour juger si cette augmentation a été ou non favorable au développement économique de la France, j'ai besoin d'en étudier les détails; en tout cas, quels que soient ces détails, j'estime que les produits importés ont dû être utiles l'année où le commerce les a introduits en France. Tout en estimant qu'un excédent d'exportation peut être avantageux à un peuple, je ne le regarde pas comme un indice certain de prospérité, encore moins comme la mesure de cette prospérité. Je ne me permets pas, en tout cas, d'appeler « déficit » un excédent d'importation. Quand mon boucher m'apporte de la viande ou mon tailleur un habit, je ne crois pas que cette livraison soit un déficit dans mon ménage, non plus que je ne compte pas comme une perte l'argent que je tire de ma caisse pour les payer. Je suis convaincu que M. Théry, de son côté, considère non comme un déficit, mais comme une source de profit l'augmentation de fourniture de papier dont il a besoin quand le nombre des abonnés de l'*Économiste européen* augmente.

1. L'importation du coton s'est élevée à 377 millions en 1905.

2. L'importation de la soie, qui avait été de 370 millions en 1899, est tombée à 260 millions en 1905.

a été une année de crise dont les résultats commerciaux sont restés au-dessous de l'année 1846 (1).

2° Les lois de douanes définissent en général les périodes économiques et souvent les dominent. Il faut toutefois se garder de croire que les résultats du commerce extérieur soient précisément fonction de ces lois. La vie commerciale d'une nation est influencée par des causes économiques multiples, et les causes économiques elles-mêmes ne sont qu'une catégorie parmi les nombreuses causes générales dont le mouvement social est la résultante.

## DEUXIÈME PARTIE

### COMPARAISON STATISTIQUE DU COMMERCE EXTÉRIEUR DE LA FRANCE AVEC CELUI DES AUTRES GRANDS ÉTATS

**Conditions de la statistique comparée.** — Le graphique ci-joint (voir la planche hors texte à la fin de l'article) présente le mouvement du commerce extérieur de la France comparé avec celui du commerce des autres États pendant le dix-neuvième siècle et les premières années du vingtième.

Si, pour un pays tel que la France, on est obligé de reconnaître que les données officielles de la statistique du commerce sont exposées à des imperfections et à des lacunes qui ne permettent pas d'attribuer une valeur absolue aux chiffres, à plus forte raison on comprend que la comparaison du commerce des États ne saurait être l'expression adéquate des faits et fournir la mesure exacte de leur rapport numérique.

Les publications étrangères n'échappent pas plus que celles de la France aux critiques des statisticiens. En outre, chaque État ayant ses procédés particuliers d'enregistrement, les rubriques commerciales correspondent imparfaitement. Le major Craigie et sir Bateman ont publié dans le *Bulletin de l'Institut international de statistique* des rapports dans lesquels ils ont signalé ces discordances et donné aux statisticiens des conseils sur les moyens de se rapprocher de l'uniformité.

Relativement à la provenance ou à la destination des marchandises, les uns tiennent compte du lieu d'origine et de la destination dernière (France, Zollverein, Suisse, Autriche, etc.); les autres considèrent seulement le pays d'importation et d'exportation immédiates (Angleterre, États-Unis, etc.). Ni les uns ni les autres ne peuvent affirmer que les déclarations soient toujours vraies. Les négociants peuvent envoyer leurs marchandises par des intermédiaires et désigner ces intermédiaires seuls dans leur lettre d'expédition, soit par négligence, soit de propos délibéré, afin de ne pas dévoiler à des concurrents leurs relations commerciales. Ce fait s'est produit, par exemple, pour des soieries destinées aux États-Unis et expédiées par voie d'Angleterre; il s'est produit aussi pour des expéditions par Anvers.

Relativement à la valeur, plusieurs États ont adopté les valeurs déclarées par les négociants (Angleterre), d'autres les valeurs réelles établies officiellement chaque année (France, Allemagne, etc.), d'autres le prix moyen du marché (États-Unis, etc.).

Entre la série des quantités et celle des valeurs il n'y a pas parallélisme pour

---

1. C'est pourquoi nous avons, dans le tableau par périodes historiques, indiqué l'année la plus forte et l'année la plus faible.

les pays qui calculent la valeur de leur commerce d'après les valeurs réelles, tandis que le rapport ne change pas pour les pays qui calculent d'après des valeurs officielles.

Relativement aux métaux précieux, la majorité des États les comptent à part (France, Angleterre, États-Unis, etc.); d'autres les comprennent dans le total de leur commerce général et de leur commerce spécial (Zollverein, etc.); quelques-uns ne les mentionnent pas (Grèce, Bulgarie, Serbie, Roumanie, Turquie) et les confondent probablement dans l'ensemble de leur commerce extérieur.

Relativement au commerce général et au commerce spécial, quelques États n'en font pas la distinction ou ne donnent que le commerce spécial (Suède, Russie, Autriche). La plupart font la distinction, mais ils ne la font pas d'après la même méthode et, comme le tarif des douanes influe beaucoup sur les déclarations des importateurs, les deux catégories ne comprennent pas dans tous les pays les mêmes importations et exportations; les marchandises en transit, quand elles sont exemptes de droit, sont parfois déclarées par les importateurs pour le commerce spécial, notamment aux Pays-Bas et en Belgique. L'Angleterre ne compte pas le *transhipment* (transbordement des marchandises d'un navire importateur sur un navire exportateur) dans le total de son commerce (1).

Malgré ces réserves, la comparaison du commerce extérieur des États est très instructive. C'est pourquoi nous avons essayé de l'établir.

**Mouvement général des courbes.** — Le mouvement général des courbes du graphique peut se diviser en trois sections, correspondant à celles du graphique du commerce de la France :

Une première période, de 1800 à 1845-1850, dans laquelle le mouvement ascendant est peu prononcé, excepté pour l'Angleterre;

Une seconde période, de 1848-1850 à 1880-1883, dans laquelle la montée des courbes est très rapide;

Une troisième période, depuis 1880-1883, dans laquelle le mouvement ascensionnel est ralenti pour plusieurs États, pas pour tous cependant. L'essor parait d'ailleurs reprendre depuis 1896.

La concordance de ces mouvements d'ensemble atteste l'existence de causes très générales qui ont agi sur le commerce des États, quel que fût leur gouvernement, le caractère spécial de leur production, leur régime douanier. Parmi ces causes, la principale, à mon avis, a été le développement des moyens de communication et d'échange. C'est surtout dans le troisième quart du dix-neuvième siècle que ce développement a été à la fois nouveau et intense : construction des grands réseaux de chemins de fer, accroissement de la marine à vapeur, création de services de paquebots, extension du réseau télégraphique, économie et célérité des transports. A cette première cause, s'en sont ajoutées alors d'autres : grande et subite affluence de l'or, extension du crédit, application plus active et plus variée qu'au-

---

1. On peut ajouter que les documents de seconde main, les seuls parfois qu'un écrivain ait à sa disposition, ne concordent pas toujours parfaitement. Exemple pour l'Empire allemand en 1903 : le document original, reproduit dans le *Statistische Jahrbuch für das Deutsche Reich*, donne à l'importation 6 321 millions de marks et à l'exportation 5 130 (soit 7 901 millions et 6 412 millions de francs). L'*Almanach de Gotha* et le *Statesman's Yearbook* reproduisent ces chiffres. Mais le *Statistical abstract for foreign Countries* donne 300,1 millions de livres sterling à l'importation et 250,7 à l'exportation (soit 7 562 et 6 317 millions de francs); les *Annales du commerce extérieur*, année 1904, donnent 5 983 et 4 979 millions de livres sterling (soit 7 479 et 6 224 millions de francs); les *Statistiska Öfversiktstabeller* de M. SUNDBÄRG donnent 7 950 et 6 706 fr.



paravant de la science à l'industrie, politique commerciale plus libérale de la plupart des États européens. En effet, dans la seconde moitié du dix-neuvième siècle, l'Angleterre est entrée complètement dans l'ère libre-échangiste, la France a pratiqué les premières brèches à son système protectionniste auquel elle a substitué, à partir de 1860, un système de tarifs conventionnels, la plupart des États d'Europe l'ont suivie dans cette voie.

Ce n'est pas que la paix ait régné dans le monde plus complètement durant cette période que dans les autres. Car, de 1827 à 1850, il n'y a pas eu de grandes guerres ; au contraire, il y en a eu, et de très troublantes, de 1853 à 1877 : guerre de Crimée, guerre d'Italie, guerre austro-prussienne, guerre franco-allemande, guerre russo-turque, et, hors d'Europe, guerre de Sécession, expéditions en Orient, aventure du Mexique.

Mais les causes de développement économique que nous venons d'énumérer au sujet de la période 1850-1880 n'existaient pas ou étaient loin d'avoir la même énergie dans la première partie du dix-neuvième siècle.

Il est vrai que la plupart ont continué à agir dans le quatrième quart du siècle ; mais elles ont été alors une continuation et non une création nouvelle ; l'effet général qu'elles ont produit a été, en conséquence, moins soudain et moins apparent. En outre, le régime douanier, depuis l'exemple donné par le Zollverein en 1879, est devenu généralement protectionniste sur le continent européen ; il s'est resserré davantage aux États-Unis. C'est une des raisons pour lesquelles le commerce a eu, dans plusieurs États, une montée plus laborieuse et plus interrompue par des affaissements.

Ces affaissements, depuis 1873, se sont manifestés aux mêmes époques en France et en Angleterre, ainsi que les relèvements ; toutefois la France s'est moins relevée, absolument et même proportionnellement, que l'Angleterre. Ils se sont manifestés aussi, mais avec une moindre similitude, aux États-Unis et dans l'Empire allemand.

Ils n'apparaissent pas sur la courbe des Pays-Bas et il faut regarder de près pour les apercevoir çà et là dans les États dont le commerce n'atteint pas 5 milliards de francs.

Indépendamment des trois grandes directions successives du mouvement général, chaque courbe, c'est-à-dire chaque État, a son allure propre. On peut y remarquer des dépressions accidentelles causées par des événements de la politique intérieure. On y voit aussi des mouvements généraux qui se manifestent par des ondulations à peu près parallèles sur les principales courbes ; par exemple, la crise de 1837 (États-Unis, Angleterre, France), celle de 1857, la poussée d'affaires qui a suivi l'interruption de 1870, la crise de 1882 et années suivantes, la grande dépression de 1891-1895.

Il est intéressant d'examiner de plus près la marche du commerce des trois ou quatre principaux États.

**Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande.** — Les relevés du commerce extérieur de l'Angleterre avaient été dressés depuis 1760 ; l'incendie de la douane en 1814 les a détruits. Des statisticiens les ont en partie reconstitués (1).

Dans la première moitié du dix-neuvième siècle la publication a été faite, comme en France, en valeurs officielles ; en 1854, le *Board of trade* a adopté le système des valeurs actuelles (2). Comme la fixation des valeurs officielles remontait à l'an-

---

1. Voir MAC GILLOCH, *Dictionary of commerce*, v° *Imports and exports*.

2. Depuis 1867, le *Board of trade* n'a plus publié les valeurs officielles.

née 1698, le prix des marchandises avait considérablement changé ; en général il avait baissé, de sorte qu'en 1854 les 214 millions de livres sterling figurant à l'exportation des produits et objets manufacturés du Royaume-Uni ne représentaient que 97 millions en valeurs actuelles. C'est ce qui explique la chute subite de la courbe en 1854 (1). Depuis 1870, l'Angleterre enregistre une moyenne des prix des marchandises tels qu'ils sont déclarés par les expéditeurs, lesquels peuvent avoir intérêt à ne pas mentionner le prix véritable (2).

Suivons la courbe. En 1803, la paix d'Amiens a augmenté de plus de 5 millions de livres sterling l'exportation des produits anglais (cette augmentation apparaît peu sur la courbe, parce qu'elle s'est produite surtout dans les valeurs réelles et qu'elle est à peine sensible dans les valeurs officielles). De 1809 à 1811, il y a eu une grande augmentation du commerce en dépit du blocus continental : l'Angleterre était maîtresse de la mer et du monde colonial. En 1812, la guerre avec les États-Unis amena une dépression subite qui est très visible sur la courbe. Après le rétablissement de la paix en Europe, cette courbe s'élève tout à coup au-dessus de 2 milliards de francs et monte, avec quelques interruptions, à 2 milliards et demi de francs. La crise de 1826-1827 a arrêté pendant une année l'ascension, qui reprend ensuite jusqu'en 1837 ; en 1838, la dépression causée par la crise des chemins de fer enraya le mouvement entre les années 1840 et 1843. Mais, dans les années suivantes, l'élan reprit et devint plus puissant, si bien que, de 65 millions de livres sterling (valeurs officielles), l'importation monta, en 1854, à 124 millions, et l'exportation de produits anglais de 102 millions à 214. La valeur officielle des trois catégories du commerce britannique (importation, exportation de produits britanniques, exportation de produits étrangers et coloniaux) formait alors (année 1854) un total de 9 100 millions de francs. Ramené au taux des valeurs actuelles, ce commerce ne représente que 5 700 millions de francs.

L'Angleterre avait conservé jusqu'en 1825 un régime douanier très restrictif, non seulement à l'importation des produits étrangers, mais même à l'exportation de certains produits nationaux, comme la laine et les machines. Les grands propriétaires fonciers avaient assuré un haut prix à leur blé, d'abord en instituant l'échelle mobile, puis en relevant le niveau de cette échelle en 1817 : le blé étranger n'était admis que lorsque le prix à l'extérieur dépassait 80 schellings. D'autre part, le tarif général, très compliqué, ne comprenait pas moins de 1 200 articles. Dans le même

---

1. Le commerce britannique comprend : 1° le total des importations ; 2° le total des exportations, qui se compose de deux parties : l'exportation des produits britanniques et l'exportation des produits de l'étranger ou des colonies britanniques. Les produits étrangers et coloniaux exportés appartiennent en réalité au commerce général.

Les lingots et le numéraire ne sont pas compris dans le total du commerce ; ils sont l'objet d'une statistique spéciale. En 1904, l'importation d'or et d'argent a été de 45 564 000 livres sterling et l'exportation de 46 303 090 livres sterling.

Les marchandises étrangères et coloniales importées qui sont l'objet d'un transbordement immédiat dans les ports anglais pour être réexportées ne sont pas non plus comprises dans le total du commerce. Elles sont enregistrées en poids. En 1904, leur valeur était estimée à 13 667 000 livres sterling.

Dans la valeur des importations sont compris, en général, outre la valeur propre de la marchandise, celle de l'assurance et du fret. Dans la valeur des exportations sont compris les frais d'embarquement.

2. La loi punit d'une amende les fausses déclarations. Est-elle bien observée ? Il en est de même en France.

temps le salaire des ouvriers baissait et il y avait de grandes misères dans la population ouvrière.

Huskisson, étant ministre, ouvrit la première brèche dans la citadelle du protectionnisme. En 1827, il tempéra les interdictions de l'acte de navigation; il remplaça la prohibition des soieries par un droit, droit élevé d'ailleurs; il diminua le droit sur la soie brute et la laine; il abaissa de 80 à 75 schellings la limite d'interdiction de l'importation du blé. Le commerce ressentit presque aussitôt l'effet de ce commencement de réforme: les recettes de la douane auxquelles les réductions de droits auraient dû faire perdre 9 millions de livres sterling ne diminuèrent que de 3 millions, et le trafic de l'Angleterre avec l'étranger s'accrut.

Un autre ministre, Robert Peel, quoique tory, comprit, après Huskisson et à la suite de la réforme électorale de 1833, que, dans le triple intérêt du Trésor public, de l'industrie et du commerce, l'Angleterre devait débarrasser sa douane des entraves protectionnistes. De 1843 à 1846, il supprima les prohibitions, il diminua les droits sur les matières premières, il réduisit de moitié le nombre des articles du tarif; enfin il fit voter l'abolition des lois sur les céréales (janvier 1846) qui, trois ans après la promulgation de la nouvelle loi, devaient entrer et entrèrent en franchise.

Après lui, Gladstone, ministre en 1853, puis en 1866, supprima plusieurs impôts de consommation qui rendaient très peu au Trésor, et ne laissa guère subsister que ceux qui portaient sur le thé, le cacao, le café, la chicorée, les fruits secs, les vins et les spiritueux. Il réduisit à 10 % les droits sur les produits fabriqués (à l'exception de la soie, taxée à 15 %). Il ne laissa au tarif que 48 articles. L'industrie britannique se sentait désormais assez fortement organisée pour ne pas craindre d'ouvrir son marché aux étrangers et pour bénéficier, au contraire, elle-même du stimulant de la concurrence.

L'Angleterre a établi, quarante ans après, un droit d'importation sur le sucre, le blé, la farine, et un droit d'exportation sur la houille, pour couvrir les dépenses occasionnées par la guerre sud-africaine (1). Ces taxes n'ont aucun rapport avec le système protecteur; la taxe à l'exportation est même contraire à la théorie mercantile. D'ailleurs le pays, en ramenant aux affaires le parti libéral en 1906, s'est récemment prononcé contre le plan qu'avait soutenu M. Chamberlain de substituer au régime libéral un régime de protection commune à la métropole et à ses colonies (2).

Depuis 1864 la courbe du commerce de l'Angleterre est double, la courbe supérieure comprenant tout le commerce enregistré (mais non le transbordement, dont on n'enregistre officiellement que le poids), la courbe inférieure ne comprenant pas l'exportation des produits étrangers et coloniaux et correspondant ainsi à peu près au commerce spécial.

---

1. Les dépenses de l'État s'étaient élevées de 110 à 180 millions de livres sterling; les revenus ordinaires n'étaient que de 130 millions. Le gouvernement porta, en 1901, l'income-tax de 8 à 10 pence, mit une taxe d'importation de 2 schellings sur le sucre brut et de 4 sur le raffiné (par quintal anglais, 50 kilogr.), une taxe de 3 pence par quintal anglais de blé et de 5 pence par quintal de farine. Ce dernier droit, établi en 1901, a été supprimé en 1903. Le gouvernement mit un droit d'exportation sur le charbon de 1 schelling par tonne.

2. Quelque important que soit le commerce de l'Angleterre avec ses colonies, il ne formait, en 1900, que le tiers (33 %) de l'exportation des produits britanniques; l'Europe formait 39 %; les États-Unis, 7; les autres pays, 21.

De 1854, première année où la statistique ait été établie en valeurs réelles (268 millions de livres sterling), à 1873 (687 millions), le commerce extérieur de l'Angleterre a augmenté de 154 %. C'est la période de l'ascension la plus rapide et la plus continue, à peine échançrée par la crise de 1857 (en 1858) et de 1867. En 1873, le commerce anglais, exprimé en monnaie française, a dépassé 15 milliards et demi de francs (15 650 millions); l'importation a été de 371 millions de livres sterling, l'exportation de produits britanniques de 255 millions, l'exportation de produits étrangers et coloniaux de 55,8 millions.

De 1873 à 1895, la courbe a une tout autre allure, caractérisée par de profondes ondulations : dépression de 1873 à 1879, année où le total du commerce est tombé à 6 117 millions de livres sterling ; cette diminution a été causée presque entièrement (pour 64 millions de livres sterling) par une réduction dans l'exportation des produits britanniques. Un relèvement s'est produit de 1880 à 1883, année où le total s'est élevé à 732 millions de livres sterling ; puis une baisse jusqu'en 1886 (618 millions de livres sterling) ; une hausse de 1887 à 1890 (748 millions de livres sterling) ; une nouvelle baisse en 1891, 1892, 1893 (682 millions de livres sterling). En somme le total du commerce extérieur se trouvait en 1896 à peu près au même niveau qu'en 1873.

Depuis cette date il a repris l'élan, passant en dix ans de 702 millions de livres sterling (17 milliards et demi de francs) en 1895 à 922 millions (23 milliards de francs) en 1904. L'importation a beaucoup plus augmenté (180 millions de livres sterling d'augmentation depuis 1873), surtout par l'importation d'objets d'alimentation, que l'exportation de produits anglais (45 millions). L'Angleterre conserve cependant, avec une grande supériorité, le premier rang parmi les nations pour l'exportation de produits industriels<sup>(1)</sup>.

Mais le commerce anglais est, d'une part, gêné dans son expansion par le régime protectionniste que la majorité des États ont adopté ; d'autre part, il est serré de plus près sur les marchés étrangers par ses concurrents, surtout par l'Allemagne.

Les Anglais se préoccupent de cette situation. Ils ont besoin en effet de multiplier leurs efforts. Mais, en premier lieu, il n'y a pas à s'alarmer d'un excédent d'importation qui procure un fret à la marine britannique et que paye le revenu des capitaux anglais placés à l'étranger ; en second lieu, il est à remarquer que l'augmentation du commerce consiste en Angleterre, comme en France, dans une augmentation beaucoup plus grande en quantité qu'en valeur, et cela à cause de la baisse des prix de gros. Or, nous ne donnons que les chiffres des valeurs.

En somme, le commerce par tête d'habitant, qui, de 1854 (9 livres 4 schellings par tête) à 1873 (21 livres 4 schellings) avait plus que doublé, est demeuré à peu près stationnaire depuis cette date (21 livres 10 schellings en 1904).

---

1. En 1900, l'exportation des produits de l'industrie a été de :

5,7	milliards	pour	l'Angleterre ;
3,7	—	—	l'Allemagne ;
2,2	—	—	la France ;
1,9	—	—	les États-Unis.

Depuis 1896, l'Angleterre a exigé que les produits allemands qui passaient par l'Angleterre portassent l'étiquette : *Made in Germany*. Cette exigence a servi de réclame aux articles allemands (voir L. LANG, *opere citato*, p. 19).

Les chiffres que nous avons cités comprennent le total du commerce britannique, moins les métaux précieux ; ils représentent donc (quoique incomplètement) le commerce général. Les Anglais ne publient pas de relevé du commerce spécial ; mais, comme ils établissent un compte particulier pour l'exportation des produits d'origine étrangère ou coloniale, exportation qui est en réalité un transit et qui appartient par conséquent au commerce général, on peut, en défalquant le montant de cette exportation, obtenir un résultat approchant du commerce spécial.

Or, l'exportation étrangère et coloniale figurait pour 18 millions et demi de livres sterling en 1854, pour 47 millions en 1869 ; elle s'est élevée à 64 millions et demi en 1900 et à 70,3 en 1904. En la retranchant, il reste 485 millions de livres sterling en 1869 et 825 millions en 1904, soit 12,2 milliards de francs en 1869 et 20,8 milliards en 1904 : ce qui donne par tête 537 fr. en 1869 et 639 fr. en 1904.

En 1869, la France, d'après la statistique anglaise, venait en troisième rang, après les États-Unis et l'Inde, dans le commerce britannique, avec un chiffre de 44 millions de livres sterling (33 et demi à l'importation, 11 et demi à l'exportation).

Ce commerce avait progressé, surtout de 1850 à 1866, année où (d'après la statistique française) il avait atteint 2 291 millions de francs au commerce général et 1 806 millions au commerce spécial. Il a ensuite oscillé d'année en année, baissant de 1866 à 1871, remontant de 1872 à 1897, baissant en 1878 et 1879. En somme, il a plus perdu que gagné de 1866 à 1887. Mais, à partir de 1888, une nouvelle période ascendante a fait monter le commerce général de 1 575 millions de francs en 1887 à 2 219 millions en 1904 (chiffres de la statistique française) et le commerce spécial de 1 295 à 1 737 millions.

Dans ce commerce l'exportation de France en Angleterre a été toujours (excepté en 1871) très supérieure à l'importation d'Angleterre en France. La différence tend même à augmenter : de 1872 à 1885 elle variait entre 200 et 400 millions ; depuis 1880 elle varie entre 400 et 700 millions.

La France n'a pas renouvelé le traité de commerce qui, sous le second Empire, l'avait unie à l'Angleterre ; elle s'est bornée à accorder à l'Angleterre le traitement de la nation la plus favorisée.

D'après la statistique britannique, la France occupait encore, en 1904, le troisième rang, après les États-Unis et l'Inde (1), avec un chiffre de 73 millions de livres sterling (54 à l'importation en Angleterre et 22 à l'exportation d'Angleterre) [2].

**Zollverein.** — Le Zollverein s'est formé peu à peu, sous l'influence de la Prusse, par une suite de conventions avec plusieurs États de l'Allemagne du Nord de 1819 à 1828. Le Hanovre et des États du centre essayèrent d'opposer à cette

---

1. Les États-Unis, 158 millions ; l'Inde, 78 ; l'Allemagne, 70.

2. En 1904, le commerce de la France avec l'Angleterre a été : 1° d'après la statistique anglaise : à l'importation (en Angleterre), 51,1 millions de livres sterling (1 287 millions de francs), à l'exportation (d'Angleterre), 21,7 (547 millions de francs) ; 2° d'après la statistique française (commerce spécial) il a été à l'exportation (de France) de 1 213 millions de francs et à l'importation (en France) de 523 millions de francs.

Il existe toujours des différences, souvent considérables, dans la statistique de deux États enregistrant le même mouvement d'entrée et de sortie. Celles-ci sont peu fortes : nous verrons que, pour d'autres États, elles sont considérables.

fédération une association commerciale de la moyenne Allemagne (Steuerverein). Dans le sud, la Bavière s'inquiéta de la puissance grandissante de la Prusse. Mais, après les troubles de 1830, la Hesse-Cassel adhéra au Zollverein et, à la suite d'un accord conclu le 22 mars 1833, la Bavière y entra à son tour ; puis, la même année, le royaume de Saxe, les petits États de la Thuringe ; en 1835, Bade, Nassau ; en 1836, Francfort ; en 1841, le Luxembourg. Le Hanovre continua à se tenir en dehors jusqu'en 1854. La Prusse sut, d'autre part, malgré l'ouverture de négociations après les événements de 1848, et malgré les conférences de Vienne et le traité de février 1853, en écarter l'Autriche ; le Zollverein fut renouvelé sans elle en 1853. La Prusse accueillit la proposition de traité de commerce sur une base libérale que lui fit Napoléon III en 1862 ; elle pensait que ce traité contribuerait à maintenir l'Autriche hors du concert. Le Zollverein a été renouvelé une fois de plus en 1864. Après la constitution de l'Empire allemand les villes hanséatiques y ont adhéré, Brème et Lubeck en 1884, puis Hambourg en 1888.

Après la guerre, le prince de Bismarck eut l'occasion de soutenir contre la France le principe des traités de commerce libéraux. Mais, à mesure que l'industrie se développait en Allemagne, il s'y formait un fort parti protectionniste. Le prince fit volte-face et obtint le vote du tarif autonome du 11 juillet 1879, composé dans un sens protectionniste. L'Allemagne, qui a depuis ce temps modifié ce tarif, surtout dans un sens restrictif, est régie aujourd'hui par le tarif du 25 décembre 1902 qui est entré en vigueur le 1<sup>er</sup> mars 1906. Ce dernier tarif a augmenté les droits sur les céréales et sur le bétail au profit du parti agrarien et a multiplié les spécialités. Des traités de commerce ont été conclus par le Zollverein avec plusieurs États sur la base de ce tarif ; quant à la France, qui jouit du traitement de la nation la plus favorisée en vertu du traité de Francfort, le système des spécialités a eu pour effet de l'exclure d'une partie du bénéfice de ces traités.

Les valeurs du commerce du Zollverein n'étaient pas officiellement relevées jadis, du moins celles de l'exportation. Les villes hanséatiques ne faisaient pas alors partie de l'union ; c'est par une vague approximation que des statisticiens ont donné comme total de ce commerce (non compris les villes hanséatiques) 24 millions de thalers (le thaler valant 3 fr. 75) en 1834-1838 et 33 millions en 1858. Pour l'année 1860, ils ont évalué le commerce à 2 173 millions de marks (y compris les métaux précieux) ; pour l'année 1872, après la constitution de l'empire, à 5 574 millions de marks ; l'année suivante, à 6 030 millions (3 753 à l'importation et 2 277 à l'exportation) ; en 1888, à 6 571 millions (3 264 et 3 307). Après l'accession de Hambourg (1888) [220 000 habitants], le total du commerce spécial est monté en 1890 à 7 490 millions de marks, en 1897 (première année où la statistique officielle est complète) à 8 315 millions et en 1904 à 11 587 millions (6 364 à l'importation et 5 223 à l'exportation), non compris les métaux précieux. Avec les métaux précieux le total est de 12 180 millions de marks (15 225 millions de francs) [1].

---

1. Le Zollverein comprend le Luxembourg et deux communes autrichiennes, mais il ne comprend pas quelques communes du Grand-duché de Bade, l'île d'Helgoland et les ports francs de Hambourg, Cuxhaven, Bremerhaven, Geestemünde. L'ensemble du commerce du Zollverein, le *Gesamteigenhandel* (commerce total particulier), correspond à peu près au commerce général.

Cependant le transit n'est pas compris dans le *Gesamteigenhandel* ; il l'est dans le *Generalhandel*, pour lequel la statistique ne donne que les poids. Ce transit a porté sur 2 millions et demi de tonnes en

L'ascension a été rapide et peu interrompue. Cependant on voit que la courbe qui représente le commerce spécial depuis 1872 (avec plus ou moins de précision avant 1897) fléchit en 1880, en 1885, puis de 1891 à 1894, comme les courbes de France et d'Angleterre. Depuis 1895 l'essor est redevenu plus rapide, malgré une courte interruption en 1901. En somme, le commerce du Zollverein, autant qu'on peut le mesurer, paraît avoir presque doublé de 1872 à 1904.

On a fait remarquer avec raison que, entre 1880 et 1896, années d'atonie (depuis 1882) pendant lesquelles les prix ont été en baisse, cette baisse a beaucoup plus affecté les exportations françaises, qui consistent pour une notable partie en objets de luxe, que les exportations allemandes, mais que, quant au poids des exportations, l'accroissement <sup>(1)</sup> n'a pas été moindre en France qu'en Allemagne.

L'accroissement de la population qui a accru les forces productives et en même temps les besoins de consommation de l'Empire allemand est une des causes principales du grand progrès du commerce. Aussi, divisé par tête d'habitant, cet accroissement apparaît-il moins rapide qu'en bloc : le commerce par tête était de 170 fr. en 1872 et de 240 fr. en 1904. Mais il faut ajouter que le grand essor de l'activité industrielle et commerciale est une autre cause non moins importante de cet accroissement.

En 1903, la France occupait le sixième rang, après l'Angleterre, les États-Unis, l'Autriche-Hongrie, la Russie et les Pays-Bas, dans le commerce du Zollverein (338 millions de marks à l'importation, 272 millions à l'exportation) [2].

D'après la statistique française, le commerce de la France avec le Zollverein n'a pas progressé entre les années 1873 et 1898. Il était, à ces deux dates, d'environ 350 millions de francs à l'importation et de 450 millions à l'exportation. De 1877 à 1891, c'est l'importation d'Allemagne en France qui l'a emporté ; pendant les autres années, c'est l'exportation. L'importation a été en progressant jusqu'en 1882 ; elle a fléchi ensuite. Toutefois, depuis 1896, importation et exportation ont augmenté (jusqu'en 1904) à peu près parallèlement, l'exportation de France conservant chaque année la supériorité <sup>(3)</sup>.

Depuis le traité de Francfort (mai 1871) la France et l'Empire allemand se sont accordés réciproquement le traitement de la nation la plus favorisée, avantage qui peut être en partie contrecarré par des dispositions nouvelles des tarifs.

### États-Unis. — La statistique du commerce extérieur des États-Unis remonte,

---

1904. Les métaux précieux sont compris dans le *Gesamteigenhandel* et dans le *Specialhandel* (commerce spécial). Le mouvement des ports francs n'est pas compris dans la statistique du Zollverein ; ces ports francs sont considérés comme territoire étranger.

1. De 1880 à 1896, les exportations allemandes ont augmenté de 35 % en valeur et de 57 % en poids ; les exportations françaises ont diminué de 2 % en valeur et augmenté de 60 % en poids.

2. Soit, en francs, 422 et 342 millions.

3. En 1904, le commerce de la France avec le Zollverein a été : 1° d'après la statistique allemande : à l'importation (en Allemagne), 424 millions de marks (530 millions de francs) ; à l'exportation (de l'Allemagne), 274 millions de marks (342 millions de francs) ; 2° d'après la statistique française (commerce spécial) il a été de 555 millions à l'exportation de France et 429 millions à l'importation en France.

La différence entre les deux statistiques est grande pour l'exportation de France, sans doute parce que beaucoup de marchandises déclarées pour l'Allemagne à l'exportation ne font que transiter par l'Allemagne pour se rendre en Russie.

pour l'exportation (par des chiffres plus ou moins authentiques), jusqu'en 1790 et date de 1821 pour l'importation. Les États-Unis importaient alors presque chaque année et ont importé jusqu'en 1874 (à l'exception de douze années) plus qu'ils n'exportaient (1). Jusqu'en 1832 l'importation a rarement (sept fois) dépassé 100 millions de dollars ; elle a été fortement affectée par l'embargo de 1808-1809 et par la guerre avec l'Angleterre en 1812-1814. Jusqu'en 1834, l'exportation est restée au-dessous de 100 millions de dollars (excepté en 1806 et 1807).

Par les tarifs de 1816 et surtout par ceux de 1824 et de 1828 le commerce extérieur des États-Unis a été placé sous un régime protectionniste dont les droits ont été à plusieurs reprises aggravés (2). La réforme douanière de 1832-1833 (compromis de Clay) lui permit de prendre un plus large essor : 168 millions de dollars en 1832, 301 en 1836. La crise de 1837 le rabattit à 201 millions en 1838. En 1846 fut voté un tarif fiscal plus élevé que le précédent ; en 1857, au contraire, un tarif réduit. La disette de 1847 en Europe fit monter l'exportation à 156 millions. Le commerce progressait ; il atteignait 687 millions de dollars (354 à l'importation, 333 à l'exportation) en 1860.

La guerre civile le fit tomber à 380 millions en 1862. Au commencement de la lutte, le parti républicain, dans lequel dominait l'élément manufacturier des États du nord-est et qui était en conséquence protectionniste pendant que le parti sudiste et démocrate, exportateur de denrées agricoles, soutenait la liberté commerciale, vota un tarif protectionniste, d'abord modéré (tarif Morrill, mars 1861), mais dont il augmenta à plusieurs reprises les taxes et qui se résuma dans le tarif du 3 mars 1883.

Malgré la crise causée par l'abus du papier-monnaie, le commerce se développa jusqu'en 1873. Il fléchit de 1873 à 1876 comme le commerce européen. Il se releva lors de la reprise du paiement en espèces et, favorisé par l'énorme demande de grains de l'Europe en 1880 et années suivantes, il dépassa 1 milliard et demi de dollars. Nouveaux fléchissements en 1884-1887, puis en 1893-1895 ; ce qui n'a pas empêché les États-Unis de dépasser 2 milliards en 1900, et d'enregistrer en 1904 un total de 2 452 millions de dollars, soit 12 milliards 750 millions de francs.

Depuis 1876, l'exportation a été presque constamment (excepté en 1888, 1889 et 1893) supérieure à l'importation. L'excédent s'est élevé jusqu'à 665 millions de dollars, soit près de 3 milliards de francs en 1901 ; il était encore de 470 millions de dollars en 1904. Si l'on additionne l'excédent des exportations sur les importations dans la dernière décade (1895-1904), on trouve un total de plus de 4 milliards de dollars, soit 21 milliards de francs (3).

En 1890, Mac-Kinley, président républicain, fit remplacer le tarif de 1883 par un

---

1. Cependant en 1840, en 1843, surtout en 1847, il y a eu une forte exportation de céréales.

2. Rapport de Hamilton (5 septembre 1791), loi du 8 mai 1792, lois de 1794-1808 ; tarif du 27 avril 1816, premier tarif vraiment protecteur ; tarif du 24 mai 1824 ; tarif du 22 avril 1828 (Jackson, président) ; compromis de 1832 ; tarif libéral de 1842 ; tarifs de 1842, 1846, 1857 (ce dernier moins élevé que les précédents). Après la guerre de Sécession, tarif du 2 mars 1861 (tarif Morrill), tarifs de 1862, 1863, 1864 et actes du 14 juillet 1870, du 6 juin 1872, du 3 mars 1883, du 6 octobre 1890 (tarif Mac-Kinley), de septembre 1894 (tarif Wilson), du 24 juillet 1897 (tarif Dingley).

3. 4,01 milliards de dollars (21,3 milliards de francs). L'accroissement de l'exportation des produits manufacturés a porté principalement, depuis vingt ans, sur les machines agricoles (3,4 millions de dollars en 1884, 22,7 en 1904), le cuivre et les objets en cuivre (2,6 millions et 57,1), les articles en coton (11,9 et 22,4), les objets en fer et en acier (21,9 et 111,9), le cuir et les objets en cuir (8,3 et 33,9).



tarif très protectionniste auquel, quatre ans après, son successeur, Cleveland, président démocrate, parvint à substituer à son tour un tarif (tarif Wilson) semi-libéral (1894). Mais le parti républicain recouvra le pouvoir à l'élection suivante et, par le tarif Dingley du 24 juillet 1897, les États-Unis sont rentrés sous un régime très protectionniste.

Ce régime aurait eu vraisemblablement une influence compressive sur le développement économique d'un pays de moyenne étendue et de moyenne activité. Aux États-Unis, vu l'étendue d'un territoire qui est plus de seize fois celui de la France, et le chiffre de la population qui est aujourd'hui double de la population française, vu la condition des habitants des États-Unis qui consomment en moyenne par tête plus que les Européens, vu la richesse du sol en produits agricoles et en minéraux et l'esprit d'entreprise des Américains, les gênes du tarif n'ont pas entravé l'essor du commerce extérieur.

En 1904, le commerce extérieur des États-Unis a été, à l'importation de 991 millions de dollars, à l'exportation de 1 460 millions (1 435 millions de produits domestiques et 25,6 millions de produits étrangers), au total 2 451 millions de dollars (\*). En outre, l'importation de métaux précieux a été de 22 millions de dollars, l'exportation de 81,4 millions (\*\*).

Ce commerce, qui, en 1869, était de 18 dollars (94 fr.) par tête, s'est élevé à environ 31 dollars (161 fr.) en 1904.

D'après la statistique française, la France, depuis 1876, importe beaucoup plus des États-Unis qu'elle n'exporte aux États-Unis (3). Il n'en était pas de même avant 1876 (4). Le commerce général a augmenté, de 150 millions de francs en 1827-1830, à 650 millions (même 790 en 1856 à cause d'une grande importation de blé) en 1855-1860. La guerre de Sécession a fait tomber ce commerce au-dessous de 200 millions. Il s'est relevé rapidement à près de 600 millions ; la mauvaise récolte de 1879 l'a même fait monter exceptionnellement jusqu'à 1 275 millions. Depuis 1884, il a oscillé entre 600 millions (1894) et 955 millions (1898, grande importation de blé). En 1904, le commerce général a été de 808 millions de francs et le commerce spécial de 733 (483 millions à l'importation, 256 à l'exportation). La France avait un traité de commerce avec les États-Unis ; mais ce traité est nul, le sénat américain en ayant contesté la validité.

---

1. La statistique du commerce extérieur des États-Unis comprend : à l'importation, les marchandises importées directement pour la consommation ou sorties des entrepôts (avec distinction de celles qui payent et de celles qui ne payent pas un droit) ; à l'exportation, les produits domestiques et les produits étrangers : c'est donc un commerce général. La valeur des articles importés (depuis le mois d'août 1890) est le prix moyen dans le pays d'importation, y compris l'emballage et les frais de transport. La valeur des produits exportés est le prix de ces produits rendus au port d'embarquement.

Le commerce avec Porto-Rico, les îles Hawaii (depuis 1900) et l'Alaska, qui sont des territoires, n'est pas compris dans les relevés du commerce extérieur, puisqu'ils sont parties intégrantes des États-Unis.

L'or et l'argent font l'objet d'une statistique à part.

Le transit est l'objet d'un relevé spécial qui ne figure pas dans le total du commerce.

2. De 1848 à 1877, l'importation des métaux précieux a été chaque année supérieure à l'exportation. L'importation l'a emporté, de 1878 à 1888, à l'époque de la lutte entre les mono-métallistes et les silvéricistes. Elle l'emporte, depuis 1897, à cause de l'excédent des exportations de marchandises.

3. Depuis 1876, l'exportation n'a été supérieure, et supérieure de très peu, qu'en 1890 et en 1895.

4. L'exportation, de 1850 à 1876, a été supérieure presque tous les ans, excepté en 1861 et 1862 (guerre civile), 1866 et 1868.

La France occupe aujourd'hui dans le commerce des États-Unis (d'après la statistique des États-Unis) le quatrième rang, après l'Angleterre, l'Allemagne et le Canada. En 1869, son importation, d'après la statistique américaine, avait été de 30 millions de dollars et son exportation de 33 millions. En 1903-1904, elle a importé aux États-Unis 81 millions et demi de dollars et exporté des États-Unis 83 millions (1).

**Pays-Bas.** — La statistique du commerce des Pays-Bas accuse depuis un demi-siècle un essor vigoureux et à peu près continu qui surprend au premier abord. Le commerce dit spécial de cet État représentait 196 fr. par tête en 1847 et 1 644 fr. en 1903. En effet, il était évalué à 600 millions de francs en 1847 (commencement de la statistique) et il a été de 8 876 millions de francs en 1903 (2 777 millions de florins à l'importation et 1 954 à l'exportation), soit une augmentation de 148 millions de francs en moyenne par an.

Les Pays-Bas distinguent le commerce général et le commerce spécial (2); mais, en fait, la distinction est très incomplètement observée parce que, le tarif des Pays-Bas étant fondé sur le principe de la liberté, un très grand nombre des marchandises, qui se trouvent exemptées de droits, sont déclarées au commerce spécial, bien qu'elles ne soient entrées que pour le transit. En outre, dans le commerce spécial sont compris les métaux précieux que la plupart des États comptent à part. C'est par suite d'une confusion du commerce général avec le commerce spécial qu'on voit figurer les céréales pour 175 millions de florins à l'entrée et pour 150 millions à la sortie en 1903, le café pour 51 et 36 millions, le fer et les ouvrages en fer et acier pour 260 et 191 millions, etc.; c'est en partie pour la même raison que les pays avec lesquels les Pays-Bas enregistrent le commerce le plus actif sont l'Allemagne (602 millions de florins à l'importation, 972 à l'exportation), le Royaume-Uni (257 et 460 millions), la Belgique (227 et 213 millions), etc., pays auxquels il faut ajouter pour l'importation les Indes néerlandaises (337 millions).

La France ne prend qu'une très petite part à ce commerce (22 millions de florins à l'importation et 17 à l'exportation en 1903) et cette part ne s'accroît pour ainsi dire pas (3). La France n'est pas liée par un traité de commerce avec les Pays-Bas.

---

1. En 1903-1904, le commerce de la France avec les États-Unis a été : 1° d'après la statistique américaine : à l'importation (aux États-Unis) 81,9 millions de dollars (409 millions de francs), à l'exportation (des États-Unis) 82,2 millions de dollars (427 millions de francs); 2° en 1904, d'après la statistique française (commerce spécial), le commerce a été à l'exportation de France de 251 millions de francs et à l'importation en France de 483 millions.

La statistique française donne pour l'exportation de France aux États-Unis un chiffre bien inférieur à celui de la statistique américaine pour l'importation de France aux États-Unis, sans doute parce que beaucoup de marchandises françaises sont exportées par voie d'Angleterre ou même de Belgique, sans que le véritable pays de destination soit déclaré.

En dressant le graphique des importations et des exportations entre la France et les États-Unis, d'après la statistique de l'un et de l'autre pays, et en les superposant (comme je l'ai fait) nous avons été étonné, quoique nous sachions que la concordance ne peut exister, de la grande différence qui apparaît entre les deux figures.

2. Les prix sont enregistrés conformément aux déclarations des importateurs pour les produits taxés, d'après les évaluations, non renouvelées annuellement, d'une commission des valeurs.

3. Soit 46,2 millions de francs à l'importation et 35,7 à l'exportation. La statistique française donne, pour 1903, 50 et 37 millions.

En 1903, le commerce de la France avec les Pays-Bas a été, d'après la statistique néerlandaise, de

**Belgique, Autriche-Hongrie, Russie, Italie, Suisse, Espagne.** — Aucun des autres États n'a jusqu'ici atteint par son commerce spécial le chiffre de 5 milliards en 1904.

La *Belgique* tient la tête avec 4 965 millions de francs au commerce spécial en 1904 (non compris les métaux précieux et non compris le transit qui était de 1 666 millions). En 1840, son commerce n'était que de 345 millions (le transit était, en outre, de 44 millions); en 1870, il était de 1 611 millions, en 1890, il s'élevait à 3 108 millions de francs (en outre, 1 374 millions pour le transit). De 1873 à 1894, il a pour ainsi dire piétiné; mais, depuis 1895, il a pris un grand essor.

En somme, il était, en 1903, de 682 fr. par tête, transit non compris. Cette proportion est très élevée, quoique beaucoup moins que celle des Pays-Bas. C'est que la Belgique est aussi, bien qu'à un moindre degré, un territoire de transit, que beaucoup de marchandises exemptes sont, quelle que soit leur destination, déclarées pour le commerce spécial et que d'ailleurs, en général, le commerce calculé par tête donne, à intensité commerciale égale, une proportion plus forte dans un petit pays que dans un grand, parce qu'à extension égale le commerce du petit pays dépasse plus vite la frontière que celui du grand pays.

Le commerce de la Belgique avec la France a presque constamment augmenté de 1850 à 1875, l'importation en France l'emportant d'ordinaire sur l'exportation en Belgique. D'après la statistique française, de 400 millions environ au commerce spécial, ce commerce était monté à plus de 950 millions. Il a fléchi ensuite jusqu'en 1895, surtout pour l'importation qui a beaucoup baissé de 1890 à 1895, période d'affaissement général. En 1904, l'importation a été de 465 millions, l'exportation de 347; total: 812 millions (1).

En 1831, le commerce extérieur de l'*Autriche* (commerce dans lequel étaient alors comprises la Lombardie et Venise) n'était que de 311 millions de couronnes (2), dont 129 avec la Hongrie; en 1850, il était monté à 576 millions, dont 200 avec la Hongrie. L'Autriche, ayant adopté en 1851 un tarif libéral, traita avec le Zollverein en 1853, avec la Prusse en 1865; elle traita avec la France sur une base libérale, puis avec l'Italie et avec l'Angleterre. L'Autriche et la Hongrie, à la suite du nouveau pacte politique de 1867, ont formé une union douanière. En 1878, l'Autriche-Hongrie a adopté un tarif protectionniste, puis, en 1883, un tarif plus protectionniste, et un autre en 1887.

Cependant le gouvernement est revenu ensuite à la politique conventionnelle, et a conclu des traités avec plusieurs puissances.

L'Autriche et la Hongrie, entre lesquelles l'application du tarif a soulevé de fréquentes difficultés, ont eu, réunies, un commerce total qui a progressé de 635 mil-

---

22 millions de florins (46,2 millions de francs) à l'importation aux Pays-Bas et de 17 millions de florins (35,7 millions de francs) à l'exportation des Pays-Bas en France. D'après la statistique française, en 1903, l'exportation de France aux Pays-Bas a été de 50 millions de francs et l'importation des Pays-Bas en France de 57 millions.

1. D'après l'*Almanach de Gotha* (année 1906), l'importation, en 1904, a été de 466 millions, et l'exportation de 346, sans les métaux précieux. 1° En 1903, d'après l'*Annuaire statistique de la Belgique*, l'importation de France en Belgique a été de 340 millions et l'exportation de Belgique en France de 393 millions; 2° d'après la statistique française l'exportation de France en Belgique a été de 630 millions et l'importation de Belgique en France de 325 millions. Il est évident qu'une grande partie, près de la moitié peut-être, de l'exportation française enregistrée pour la Belgique a une destination plus lointaine.

2. On comptait alors par florins, le florin valant un peu plus du double de la couronne.

lions de couronnes en 1851 à 1 714 millions en 1869. De 1871 à 1904, leur commerce a plus que doublé ; car il s'est élevé à 4 136 millions (4 343 millions de francs) en 1904. Dans ce commerce, la part de la Hongrie (2 684 millions de couronnes) est de plus de moitié.

Dans le commerce de l'Autriche-Hongrie, la France ne figure qu'au septième ou huitième rang (67 millions et demi de couronnes à l'importation et 63 millions à l'exportation en 1904) [1] ; mais il est probable qu'une certaine quantité de marchandises, qui sont en réalité à destination de l'Autriche, sont enregistrées, à leur sortie de France, pour le compte de la Suisse.

Dans ce commerce, l'importation en France paraît avoir toujours été supérieure à l'exportation en Autriche-Hongrie. D'après les relevés de la statistique française, cette importation, qui avait un peu augmenté de 1870 à 1880 jusqu'à dépasser 100 millions, a fléchi depuis 1891. L'exportation est restée toujours très faible sur les tableaux de la statistique française ; elle est plus forte sur les relevés autrichiens, sans monter cependant jusqu'au chiffre de l'exportation.

La Russie dont le dernier tarif, celui du 13/26 janvier 1903, est entré en vigueur le 1<sup>er</sup> janvier 1906, a fait pendant un quart de siècle un commerce à peu près égal en valeur à celui de la Belgique, tout en ayant un territoire dix-sept fois plus étendu et une population dix-huit fois plus considérable. Depuis 1897, elle retarde un peu sur la Belgique. Toutefois, nous venons de dire — et il ne faut pas oublier — qu'un très grand pays suffit plus par lui-même aux besoins de sa population qu'un petit.

En 1869, le commerce de la Russie (Finlande non comprise) était d'environ 1 milliard et demi de francs ; en 1904, il a atteint 1 683 millions de roubles (583 millions et demi à l'importation, 955 millions à l'exportation), soit 4 091 millions de francs (2).

1. 1<sup>o</sup> En 1904, d'après la statistique autrichienne, l'importation de France en Autriche a été de 67,5 millions de couronnes (70,9 millions de francs) et l'exportation d'Autriche pour la France de 62,9 millions de couronnes (66 millions de francs) ; 2<sup>o</sup> d'après la statistique française, l'exportation de France pour l'Autriche a été de 37,1 millions de francs et l'importation d'Autriche en France de 68,2 millions.

2. Les chiffres de 583 millions de roubles à l'importation et de 955 à l'exportation sont ceux que donnent (Finlande comprise) les *Annales du commerce extérieur*, année 1905, et l'*Almanach de Gotha*, année 1906. Les chiffres de cette statistique sont inférieurs à ceux qu'on trouve dans d'autres documents. L'année 1902 est la dernière dont les résultats soient insérés dans l'*Annuaire statistique de la Russie*, 1904, première année (rédigé en russe avec en-tête en français). Les chiffres des principales publications ne concordent pas.

	Année 1902	
	Importation	Exportation
	Millions de roubles	
<i>Annuaire statistique de la Russie</i> (p. 318). Commerce extérieur par districts et douanes de terre et de mer . . . . .	599,1	860,3
<i>Annales du commerce extérieur</i> (p. 62). Russie d'Europe (Finlande non comprise) . . . . .	493,0	708,4
<i>Almanach de Gotha</i> , 1906 (p. 1057). Commerce extérieur de la Russie . . . . .	599,1	860,3
<i>Ibidem</i> (p. 1058). Commerce de la Russie d'Europe passant la frontière d'Europe, y compris celle de Finlande et du Caucase sur la mer Noire. . . . .	583,5	955
<i>Statesman's Yearbook</i> , 1905. Commerce avec l'Europe, l'Asie, la Finlande (non compris les métaux, les métaux précieux et le commerce extérieur de la Finlande) . . . . .	599,1	860,3

Les métaux précieux ne sont pas comptés dans ces totaux. En 1902, ils figuraient à l'importation pour 14,4 millions de roubles et à l'exportation pour 7,1.

La part de la France est loin d'être celle que les liens politiques permettaient d'espérer. En 1902, sur un total de 1 200 millions de roubles, elle n'est portée que pour 72 millions dans le tableau des *Annales du commerce extérieur* (1). L'éloignement et le tarif très restrictif de la Russie sont probablement les causes principales de cette infériorité. En février 1906 a été votée par le Parlement français une nouvelle convention avec la Russie.

Dans le commerce de la France avec la Russie, c'est aussi l'importation en France qui l'emporte, et de beaucoup. Cette importation avait été en général en croissant de 1850 à 1878, année où elle a approché de 350 millions de francs ; elle a baissé durant les années suivantes entre 300 et 200 millions. L'exportation, malgré une légère tendance à augmenter depuis une quinzaine d'années, est en somme à peu près stationnaire et ne dépasse pas une cinquantaine de millions. Il est vrai qu'une partie des marchandises adressées à la Russie sont enregistrées à destination des pays intermédiaires.

L'Italie unifiée est partie de 1 406 millions de francs en 1862. En 1863, elle signait avec la France un traité libéral ; mais, ayant besoin d'argent, elle releva bientôt, à partir de 1866, plusieurs droits de ce tarif ; et même, à la suite d'une longue enquête, elle promulgua le tarif de 1878 qui augmenta notablement le nombre des articles taxés.

La statistique régulière du commerce de l'Italie ne commence qu'en 1871 après l'annexion du territoire pontifical. Elle attribue au commerce spécial 2 036 millions de francs, à savoir 961 millions à l'importation et 1 074 millions à l'exportation (non compris les métaux précieux). De 2 milliards et demi qu'elle avait atteint en 1876, elle tomba, à la suite de graves difficultés avec la France, à 2 milliards (chiffres de 1878, 1888, 1891) pendant les plus mauvaises années. Depuis 1896 et surtout à la suite de la reprise des relations régulières avec la France, le commerce (non compris les métaux précieux) est remonté, en 1904, à 3 510 millions (1 913 à l'importation et 1 597 à l'exportation) [2].

Dans les premières années de la troisième République l'Italie et la France négocièrent un traité de commerce que le Parlement français repoussa (1877), mais qui, après le vote du tarif de 1878, devint indispensable et amena la convention de 1879, transformée en traité en 1882. En 1887, nouveau tarif italien composé en vue de rendre l'industrie italienne indépendante de l'étranger. L'Italie dénonça alors le traité pour le 1<sup>er</sup> janvier 1888. La France, se trouvant lésée, éleva les droits sur les produits italiens ; l'Italie répondit par un tarif de guerre, et le commerce entre les deux pays baissa de plus de moitié (3). Un accord provisoire fut établi en 1890. Le traité ratifié en janvier 1899 a rétabli la paix commerciale.

---

1. Le *Statesman's Yearbook* et l'*Almanach de Gotha*, qui donnent pour le commerce de la Russie des totaux plus élevés, s'accordent à attribuer 72 millions de roubles pour la France. 1° En 1902, d'après la statistique russe, l'importation de France en Russie a été de 26,3 millions de roubles (70 millions de francs) ; l'exportation de Russie en France a été de 55,1 millions de roubles (146 millions de francs) ; 2° d'après la statistique française, l'exportation de France en Russie a été de 45,8 millions de francs et l'importation de Russie en France de 202,5 millions.

Les différences sont considérables, en moins pour l'exportation de France et en plus pour l'importation en France. L'importation qui comporte presque toujours le paiement d'un droit de douane est plus exactement enregistrée que l'exportation dans ces deux pays.

2. En outre, en 1904, la statistique a enregistré une importation de 41,5 millions de métaux précieux et une exportation de 9,7 millions.

3. 756 millions en 1886, 272 millions en 1889.

En 1904, le commerce de l'Italie avec la France a été de 382 millions de francs (206 à l'importation, 182 à l'exportation). La France venait derrière le Royaume-Uni, l'Allemagne et les États-Unis (avec le Canada).

D'après la statistique française, l'importation d'Italie en France a varié de 210 à 430 millions de 1866 à 1883, à travers diverses fluctuations, mais avec une tendance marquée à la hausse. A partir de cette année, une décroissance très rapide l'a fait descendre au-dessous de 150 millions en 1890. L'exportation de France en Italie qui, de 1872 à 1887, est toujours restée très au-dessous de l'importation, a beaucoup moins varié pendant cette période, oscillant autour de 200 millions. Néanmoins, elle a baissé aussi depuis 1887 et, depuis cette date, importation et exportation se balancent à peu près, entre 100 et 200 millions chaque. La guerre de tarif terminée, le commerce avec la France est remonté, comme nous venons de le dire, à 382 millions en 1904 (1).

La statistique commerciale de la Suisse ne remonte pas loin, relativement à la valeur des marchandises ; jusqu'en 1885, elle ne donnait que les quantités. En 1885, le commerce spécial (sans les métaux précieux) était de 1 370 millions de francs ; en 1894, de 1 494 ; depuis il s'est élevé assez rapidement jusqu'à 2 131 millions en 1904 (1 240 millions à l'importation, 891 à l'exportation).

En outre, la Suisse, contrée de passage comme les Pays-Bas, fait un transit considérable (620 millions en 1903) et, comme aux Pays-Bas, une partie des marchandises de transit figure au compte du commerce spécial, ce qui vaut à ses habitants un coefficient de commerce par tête élevé (700 fr.).

Après la promulgation du tarif de 1892, la Suisse a refusé de traiter avec la France sur la base du tarif minimum ; il s'en est suivi une guerre de tarifs à laquelle des concessions réciproques avaient mis fin en 1895 (règlement provisoire du 26 juin 1895). Mais les difficultés ont reparu en 1905 à l'expiration de la convention. Aujourd'hui la Suisse est régie par le tarif du 10 octobre 1902. Elle a dénoncé la convention de 1895 ; les deux États négocient en mars 1906 une nouvelle convention.

Dans le commerce de la Suisse, la France se place, après l'Allemagne, au second rang avec 239 millions à l'importation et 107 à l'exportation en 1904. Une partie de ce commerce n'est en réalité que du transit (2).

La statistique française permet de remonter dans la connaissance du commerce franco-suisse par delà les relevés helvétiques. D'après elle, les importations de Suisse en France, qui ont été en progrès de 1850 à 1869 (130 millions en 1869), ne se sont pas développées depuis ce temps, oscillant entre 130 et 90 millions ; ce dernier chiffre est celui de 1895. A la suite de la convention, l'importation a quelque peu dépassé 100 millions depuis 1900. L'exportation de France est plus forte, probablement parce qu'une partie des marchandises exportées transite par la Suisse pour se rendre en Autriche-Hongrie ou même en Russie. Cette exportation a été en croissance jusqu'en 1875 (230 millions en 1873) ; mais elle est descendue ensuite jusqu'au-dessous de 200 millions en 1885, jusqu'au-dessous de 150 en 1894 ; elle est remontée à 253 millions en 1904.

---

1. En 1901, 1° d'après la statistique italienne, l'importation de France en Italie a été de 200 millions, l'exportation d'Italie en France de 181,9 millions ; 2° d'après la statistique française, l'exportation de France en Italie a été de 190 millions, l'importation d'Italie en France de 151 millions.

2. D'après la statistique française : 253 millions à l'exportation de France en Suisse et 102 millions à l'importation de Suisse en France.

L'Espagne, en 1850, avait un commerce de 635 millions (commerce général) ; à peu près le même en 1869. A la suite des pertes que le phylloxéra a infligées au commerce français, les vins espagnols ont été très demandés en France, et l'Espagne, alors dotée de voies ferrées, a vu s'accroître son trafic. Depuis 1892, année où le commerce de l'Espagne a atteint près de 2 milliards, ce commerce a été entravé par le tarif protectionniste que s'est donné l'Espagne et par l'élévation du droit sur le vin en France (1). Il est remonté à 1 921 (commerce général) en 1903 et à 1 912 en 1904 (955,7 millions à l'importation et 956,7 à l'exportation).

Dans le commerce de l'Espagne, la France arrive, après l'Angleterre, au second rang avec 148 millions à l'importation et 193 millions à l'exportation en 1903 (2).

Avant 1877, l'exportation de France en Espagne était presque constamment supérieure à l'importation d'Espagne en France, l'une et l'autre oscillant autour de 100 millions. A partir de 1876, le commerce des vins d'Espagne donna une grande supériorité à l'importation. Pendant que l'exportation se tenait aux environs de 1 880 millions, l'importation s'éleva brusquement à 380 millions en 1881, dépassa même 400 millions en 1891 ; puis, après être tombée en 1894 à 190 millions, elle se releva jusqu'à 420 millions en 1898. Les mesures protectionnistes prises par la France l'ont rabattue en 1904 à 160 millions.

\*  
\*\*

**Tableau de chiffres.** — Le tableau de chiffres suivant (p. 152) est un développement analytique du graphique par courbes. Il établit, en outre, une comparaison entre les transports et le commerce extérieur de treize États européens et de sept États ou groupes coloniaux situés hors d'Europe. Mettant en regard les deux extrémités de la période 1869-1904, il fournit des indices pour apprécier approximativement les résultats d'ensemble des trente-cinq années qui se sont écoulées depuis le commencement de la troisième République en France jusqu'à la publication des statistiques commerciales les plus récentes. Il est précédé d'un résumé des résultats de la période précédente 1850-1859, qui permet d'apprécier sommairement si le progrès s'est accéléré ou ralenti depuis 1870.

Sur la valeur des chiffres insérés dans le tableau, nous invitons le lecteur à faire tout d'abord les réserves que nous avons précédemment faites nous-même.

**Chemins de fer.** — Les premières colonnes du tableau contiennent la longueur des chemins de fer aux deux extrémités de la période et les millions de tonnes transportées à la dernière date. Entre les années 1869 et 1904, le nombre des kilomètres exploités en France a augmenté de 171 %.. La proportion est un peu moindre que pour l'Empire allemand (186 %) ; elle est très supérieure à celle du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande (49 %).

Il est inutile d'insister pour d'autres pays. Car il faut se garder de juger du développement trentenaire et de l'importance des voies ferrées dans les États d'après le numéro d'ordre que leur assigne le rapport pour cent. Si le Royaume-Uni est à un taux faible, c'est qu'il avait devancé les autres États européens dans la cons-

---

1. D'après la statistique française, l'importation d'Espagne en France a baissé de 325 millions en 1899 à 148 millions en 1902

2. D'après la statistique française : 111 millions à l'exportation de France en Espagne et 164 millions à l'importation d'Espagne en France en 1904 ; différence notable avec la statistique espagnole.

**TRANSPORTS**

ÉTATS	CHEMINS DE FER				TRANSPORTS PAR LA POSTE (Lettres, échantillons, imprimés) [par millions d'unités.]		
	LONGUEUR EXPLOITÉE (en milliers de kilomètres)			TONNES de MARCHANDISES (millions de tonnes)	1869	1903-1904	Accroissement pour cent
	1869	1904-1905	Accroissement pour cent				
France . . . . .	16,9	46,0	171	136,0	754	2 684	255
Royaume-Uni . . . . .	24,3	36,4	49	450,8	940	4 382	466
Pays-Bas . . . . .	1,6	2,9	81	13,0	62	417	572
Belgique . . . . .	3,1	4,6	48	59,9	117	584	313
Empire allemand . . . . .	(1874) 18,9	54,2	186	378,6	(1874) 714	6 985	878
Suisse . . . . .	1,4	4,4	214	12,8	90	386	273
Autriche-Hongrie . . . . .	8,2	41,8	409	108,1	299	2 037	574
Espagne . . . . .	5,4	13,8	155	(1901) 18,0	77	410	432
Italie . . . . .	5,8	16,2	179	29,0 (*)	(1876) 164	1 748	965
Suède . . . . .	1,8	12,5	594	25,0	12	353	2 841
Norvège . . . . .	0,4	2,5	525	3,6	5	137	2 640
Danemark . . . . .	0,7	3,2	357	5,3	21	208	766
Russie . . . . .	6,6	55,4	739	(1902) 154,8	48	1 106	2 472
États-Unis . . . . .	68,0	331,1	391	1 320,5	640	9 151	1 330
Mexique . . . . .	0,3	16,9	5 533	(1897) 5,6	»	174	»
Bésil . . . . .	0,6	16,7	2 683	(?)	10	68	580
République Argentine . . . . .	0,8	19,2	2 300	17,4	»	365	»
Japon . . . . .	»	9,6	»	18,3	»	913	»
Canada . . . . .	4,4	31,5	616	43,6	22	287	1 204
Australasie britannique . . . . .	1,6	27,0	1 356	20,1	38	385	913





truction de son réseau qui était déjà très avancé en 1869. Si l'Autriche-Hongrie monte à 409, la Presqu'île scandinave à plus de 500, la Russie à plus de 700, c'est que ces États avaient à peine commencé le leur en 1869.

On aurait une idée plus juste de l'utilité procurée par les chemins de fer en calculant, comme le font d'ordinaire les statisticiens, le rapport du nombre de kilomètres de chemins de fer à la superficie et au nombre des habitants d'un pays que l'on trouve dans une publication du Ministère des travaux publics.

Ainsi, en 1904, la France possédait 8,4 kilomètres par myriamètre carré, et 11,6 par 10 000 habitants. Au-dessus d'elle étaient la Belgique avec 23,1 kilomètres par myriamètre carré et 10 par 10 000 habitants, le Luxembourg avec 17,9 et 19,6, la Suisse avec 10 et 12,4 kilomètres, plusieurs États allemands ayant de 19,8 (Saxe) à 9,3 (Bavière) kilomètres par myriamètre carré et de 11,4 (Bavière) à 6,8 (Saxe) par 10 000 habitants : petits États à population dense qui ont, par conséquent, un taux beaucoup plus élevé relativement au territoire qu'à la population. La Prusse pour le territoire (9,4) est un peu au-dessus de la France et un peu au-dessous pour la population (9,6) ; le Royaume-Uni aussi (11,5 et 8,7). Les autres États sont au-dessous : Autriche-Hongrie (5,7 et 8,2), Italie (5,6 et 5), etc. La Russie n'arrive qu'à 0,9 et 4,6.

Le nombre des tonnes transportées est, au point de vue de l'activité commerciale, plus significatif que le nombre des kilomètres construits. Nous ne possédons pas ce renseignement dans un assez grand nombre de pays pour établir la proportion d'accroissement depuis 1869. Le nombre des tonnes (année 1903) divisé par le nombre des kilomètres de voies ferrées donne du moins une idée de l'activité actuelle (1) : 2 956 tonnes pour la France par kilomètre, 13 021 pour la Belgique, 12 384 pour l'Angleterre, 6 984 pour l'Empire allemand. Les autres États ont un trafic kilométrique inférieur à celui de la France : Pays-Bas 4 282, Prusse et Russie 2 795, etc.

*Poste.* — En second lieu, les transports par la poste. L'accroissement est considérable en Allemagne (878 %) ; beaucoup plus encore dans la Presqu'île scandinave et la Russie ; ces deux dernières régions avaient encore peu de moyens de communication perfectionnés en 1869. La France, avec l'indice 255, n'est pas dans les premiers rangs sous ce rapport.

*Navigaton maritime.* — Elle ne l'est pas non plus sous le rapport du progrès de la navigation maritime avec l'indice 267. La Belgique, les Pays-Bas, l'Italie, la Suède, la Russie passent avant elle, tandis que le Royaume-Uni, l'Empire allemand, les États-Unis, etc., restent derrière. Il n'est pas nécessaire d'insister pour faire comprendre que ces rapports correspondent peu au véritable développement des transports maritimes et qu'il faudrait expliquer pour chaque État les causes spéciales du taux qui lui est assigné.

**Commerce extérieur comparé de 1869 à 1904.** — Les colonnes essentielles du tableau sont celles qui se rapportent au commerce extérieur. C'est pourquoi, à l'accroissement pour cent de 1869 à 1904, nous avons joint le commerce par tête pour l'une et l'autre année. La France se présente avec un progrès très inférieur

---

1. Le nombre de tonnes transportées, en 1903, est extrait des *Aperçus statistiques internationaux* de M. SUNDBÄRG. C'est la première fois que l'auteur a donné (en 1906) de son recueil statistique une édition française, laquelle est plus complète que les éditions précédentes en suédois.

à celui des autres États : 42 %. C'est moitié moins que l'Angleterre et dix fois moins que les Pays-Bas (dont la statistique, avons-nous dit, confond en partie le commerce général avec le commerce spécial et dont le transit pour l'Allemagne s'est très grandement développé) ; c'est cinq fois moins que pour la Belgique et les États-Unis, etc.

Mesuré par tête, le progrès apparaît très grand pour les Pays-Bas, l'Autriche-Hongrie, les États scandinaves, les États-Unis, la Belgique, etc. En France, il n'est guère que de 40 %, 164 fr. par tête en 1869 et 229 en 1904. Cependant, il est à remarquer que, la population de la France ayant proportionnellement moins augmenté que celle de la plupart des autres États, ce coefficient se présente pour elle dans une condition relativement avantageuse.

Mais cette apparence d'avantage dans un tableau statistique provient d'un désavantage réel qui est l'état presque stationnaire de la population française. Il serait bien difficile qu'un peuple qui, en trente-cinq ans, a augmenté à peine de 3 % eût accru la somme de ses échanges dans la même proportion qu'un peuple qui, comme celui de l'Allemagne, a augmenté de plus de 50 %.

La France avait été, sous ce rapport, mieux partagée dans la période trentenaire précédente, 1850-1869. Elle tenait la tête (le Danemark excepté), dans l'ordre d'accroissement. La progression de son commerce avait été de 231 %, cinq fois plus forte qu'elle n'a été de 1871 à 1904. L'accroissement des autres États d'Europe ne dépassait pas 200 %. Toutefois, dans le commerce par tête, la France n'arrivait qu'à la suite des Pays-Bas, de la Belgique, du Royaume-Uni, des États-Unis et même des États scandinaves.

---

E. LEVASSEUR.